

Chroniques géopolitiques – Vendredi 12 avril

Les sujets du mois :

- **Sujet 1 : La question des processus électoraux et de la démocratie au Sénégal, en Turquie et en Corée**

Le début de l'année 2024 a été marqué par une forte activité électorale à travers le monde, à l'instar des trois puissances régionales que sont le Sénégal, la Turquie et la Corée du Sud, qui ont connu des élections respectivement présidentielles, municipales et législatives. Ces pays ont vécu des passages aux urnes relativement apaisés, malgré des contextes nationaux instables. Au Sénégal, l'issue du scrutin a propulsé Bassirou Diomaye Faye, avec 55% de votes en sa faveur dès le premier tour. Si cela ne s'est pas fait sans heurt, des manifestations réprimées par les forces de l'ordre ont en effet eu lieu, faisant suite à la décision du président sortant Macky Sall de repousser la date des élections, le déroulement de ces élections a tout de même été salué par les observateurs internationaux. En Turquie, le parti kémaliste a fait une poussée inattendue face à l'AKP jusqu'ici systématiquement dominant. Enfin, en Corée du Sud, le parti démocrate progressiste est sorti largement gagnant face au parti de l'actuel président conservateur, poussant le Premier ministre à démissionner. L'ensemble de ces événements met en lumière non seulement la volonté des électeurs d'aller aux urnes afin de témoigner leur mécontentement mais également la confiance qu'ils placent dans le système représentatif.

- **Sujet 2 : la frappe israélienne en Syrie et le dilemme iranien des États Unis**

A ce jour, l'opération israélienne post attaques du Hamas du 7 octobre reste limitée quant à l'avancée de ses objectifs de guerre. Le Hamas n'a pas été éradiqué et 130 personnes sont toujours considérées comme otages dans la Bande de Gaza. La situation est en outre marquée par une montée constante des tensions, entre l'opération militaire prévue à Rafah et les raids en Cisjordanie. Dans ce contexte, la frappe israélienne du 1^{er} avril 2024 contre le Consulat iranien en Syrie a eu un effet cristallisateur, ayant fait plusieurs morts dont celle du général de brigade responsable de la force Al Qods. Le gouvernement iranien adopte officiellement une posture de « patience stratégique » vis-à-vis de la situation, entame des discussions avec l'Amérique mais aussi l'Europe et reste en retrait. En effet, bien que poussé par la dernière frappe israélienne vers une volonté de s'engager dans une confrontation militaire avec Israël, le pays n'en a pas les moyens.

Comment les Iraniens pourraient-ils réagir à la frappe israélienne ? D'abord en intensifiant les tensions en Irak (notamment avec les milices pro-iraniennes présentes sur le territoire) ainsi qu'en Syrie, mais également avec l'idée d'un recours à l'arme terroriste ailleurs dans le monde.

Comment les États-Unis prennent-ils la frappe israélienne contre le consulat ? Mal, surtout dans une période de tensions entre le président américain Joe Biden et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Il est intéressant de constater que les acteurs engagés sont très mobilisés diplomatiquement afin d'éviter une escalade. La frappe israélienne a en tout cas poussé à une accélération de la discussion avec l'Iran et sa réintégration diplomatique progressive auprès de l'Occident.

- **Sujet 3 : La diplomatie des otages en Iran**

Deux objectifs sont poursuivis par le gouvernement iranien vis-à-vis des otages : dans un premier temps l'intimidation, et dans un second temps l'échange marchand (les otages ont un prix pour le régime sous sanction). Les otages constituent donc un levier à la fois politique et financier.

Thème du mois : Le nucléaire : Réaction en chaîne ?

Plusieurs âges du nucléaire sont à distinguer. Le premier au moment de la Guerre froide, caractérisé par une forte compétition entre les puissances, menant à une forme d'oligopole nucléaire sur fond de dissuasion. Cinq puissances mondiales acquièrent l'arme nucléaire mais les arsenaux russes et américains restent les plus importants. Le nucléaire est alors pleinement intégré aux doctrines militaires de la Russie comme de l'OTAN. La seconde période commence à la chute de l'Empire soviétique et voit un désarmement progressif des grands arsenaux jusqu'au début des années 2010, malgré un maintien de la prolifération. Enfin, le troisième âge se caractérise par un monde nucléaire désormais multipolaire et une intégration plus sophistiquée des armes dans les différentes doctrines de défense. Ce dernier âge voit le retour des États puissance ainsi que la montée du militaire nucléaire de la Chine.

Le nucléaire : une réflexion singulière

Le nucléaire a en tout cas toujours constitué pour la France un attribut central de sa puissance, au cœur de sa stratégie militaire et en faveur de son indépendance. La réflexion sur la limitation de l'usage du nucléaire existe depuis le début de son existence et il est presque impossible de cloisonner entre le développement du nucléaire civil et militaire. Or, la France n'a pas connu d'importants débats quant à l'usage du nucléaire civil jusqu'aux incidents de Tchernobyl puis de Fukushima, faisant émerger des inquiétudes vis-à-vis de la faiblesse des parcs nucléaires, de leur vulnérabilité face aux attaques extérieures ainsi que leur vieillissement. Le nucléaire civil connaît par ailleurs un retour en force sur le territoire national, considéré comme un moyen à privilégier afin de sortir des énergies fossiles.

La banalisation de l'arme nucléaire à travers l'Histoire

A la suite d'Hiroshima et Nagasaki, un tabou s'est mis en place autour de l'usage de l'arme nucléaire. Ce dernier s'est néanmoins progressivement effacé avec l'idée de l'usage d'armes nucléaires tactiques, intégrées aux arsenaux via des « petites armes nucléaires ».

En ce qui concerne la prolifération post chute de l'URSS, quatre nouvelles puissances détiennent à ce jour des ogives nucléaires : l'Inde, le Pakistan, Israël ainsi que la Corée du Nord, les trois premières n'ayant pas signé le Traité de non-prolifération. Plusieurs autres traités ont été signés à la suite de ce dernier mais avec une effectivité limitée.

Quels points d'alerte aujourd'hui ?

La Russie opère une réintégration du nucléaire stratégique dans sa doctrine militaire depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir et l'arme nucléaire est présentée comme une garantie de souveraineté et de puissance pour le pays. La Corée du Nord possède, elle, un arsenal limité et reste très surveillée par la Chine. L'Iran est un pays dit du « seuil nucléaire », sur le point d'acquérir l'arme – ce qui lui suffit probablement pour maintenir la dissuasion. L'escalade des tensions avec Israël est liée à l'évolution de ce programme nucléaire iranien.

Les questions :

Selon les experts, cinquante bombes suffisent pour détruire l'humanité, à partir de ce constat, quelle dissuasion logique et rationnelle représenterait le fait de menacer l'utilisation de la bombe ?

Si l'on considère que l'on reste dans une certaine rationalité, aucune escalade nucléaire n'est possible. Mais les essais du régime nord-coréen font par exemple craindre qu'un incident ait lieu.

Les traités doivent continuer d'être négociés, malgré des rationalités différentes en fonction des régimes. La réhabilitation de la diplomatie est là encore au cœur du jeu.